# SESSION D'ORIENTATION POUR LES MEMBRES DU COMITE

10 juillet 2016



### Mot de Bienvenue par la Présidente du Comité du patrimoine mondial

### Mot de bienvenue par la Directrice du Centre du patrimoine mondial

### ICCROM Introduction

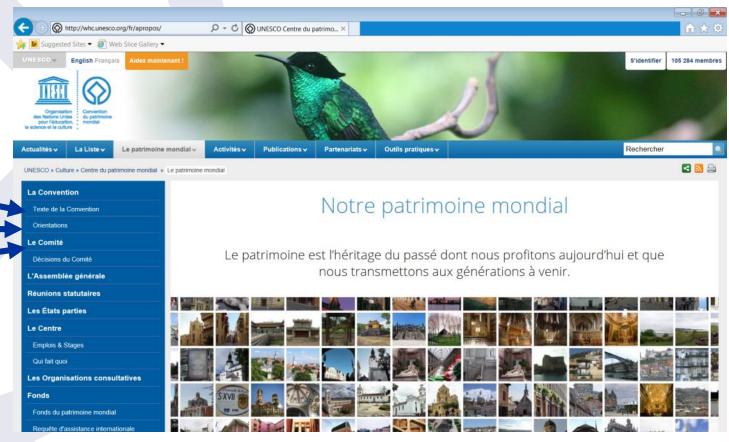


# 2. Introduction sur le lieu de la session, sur l'ordre du jour et le calendrier

#### **Documents**

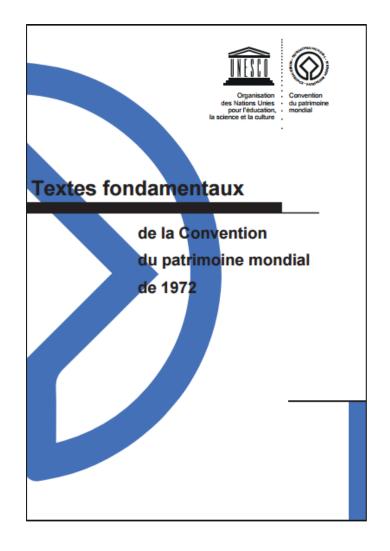
## Convention du patrimoine mondial (1972), Orientations (version 2015), Règlement intérieur (version 2015)

Disponibles à : whc.unesco.org





### **Textes fondamentaux**

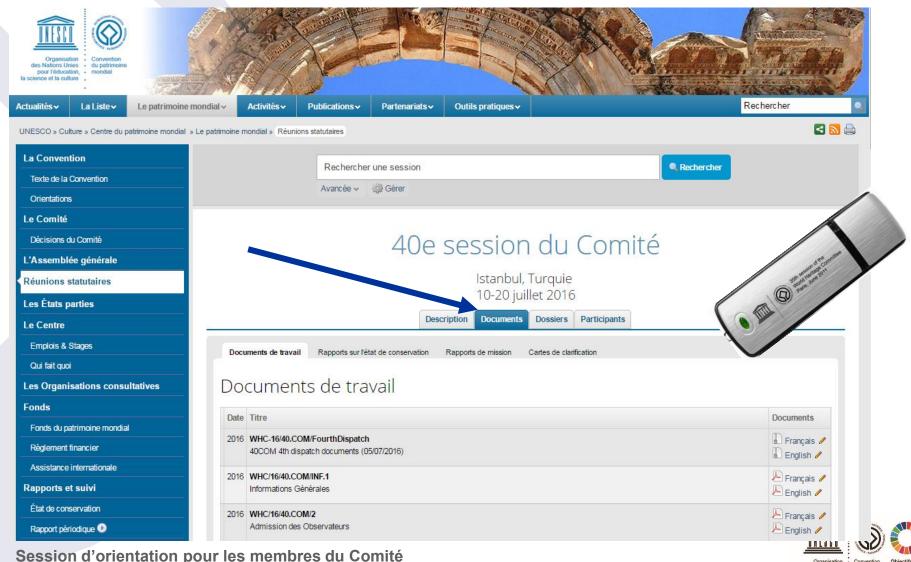


http://whc.unesco.org/fr/textesfondamentaux



#### **Documents**

### http://whc.unesco.org/fr/sessions/40com



pour l'éducation . mondia

#### **Documents**

Ordre du jour:

WHC/16/40.COM/3A.Rev

**Calendrier:** 

WHC/16/40.COM/3B.Rev.2

Liste des documents:

WHC/16/40.COM/INF.3A.Rev.2



### 40e session du Comité du patrimoine mondial

09.00-09.30: Réunion du Bureau → Salle ÇAMLICA

[12.2 Le Bureau se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire pendant les sessions du Comité]

09.30-13.00: Séance PLENIERE → Salle USKÜDAR

Groupes de travail → Orientations: Salle ÇAMLICA

→ Budget: Salle EMIRGAN

15.00-18.30: Séance PLENIERE



### 40e session du Comité du patrimoine mondial

## Ordre de discussion des SOC

## Ordre de discussion ses NOM

### CLT>MIX>NAT

**CLT>MIX>NAT** 

- LAC
- AFR
- ARB
- APA
- EUR/NA

- AFR
- ARB
- APA
- EUR/NA
- LAC



# 3. Questions de procédures pour la session du Comité

### 3. Informations principales

### Réglement intérieur Page 203 des Textes fondamentaux





### 3. Informations principales

### **Président:**

Article 14: Attributions du Président.....

**Article 15: Remplacement du Président** 

15.1 Si le Président n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions pendant tout ou partie d'une session du Comité ou du Bureau, la présidence est assumée par un Vice-président, suivant l'ordre alphabétique anglais des Etats membres du Bureau à partir du pays du Président.

### Rapporteur

### Article 14: Attributions ......du Rapporteur

14.4 En plus d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par ailleurs par le présent Règlement, le Rapporteur doit certifier que le Secrétariat a consigné avec exactitude les décisions du Comité. Il doit collaborer avec le Secrétariat pour suivre et consigner le débat sur les amendements du Comité.



### 3. Prise de parole et limite de temps

### Prise de parole

Ordre de prise de parole :

- 1. Membres du Comité
- 2. Organisations consultatives
- 3. Etats parties observateurs
- 4. ONG autres observateurs
- **22.1** Le Président donne la parole aux orateurs en suivant l'ordre dans lequel ils ont manifesté le désir de parler.
- **22.6** Les Etats parties ne doivent pas s'exprimer sur les biens du patrimoine mondial situés sur leur propre territoire, sauf à l'invitation explicite du Président, dans la limite du temps de parole accordé et en réponse aux questions précises posées.



### 3. Prise de parole et limite de temps

### Prise de parole

22.7 Les représentants d'un Etat partie, membre ou non du Comité, pourront être invités par le Président à exprimer leur point de vue une fois que les Organisations consultatives ont présenté leur évaluation du bien proposé par cet Etat. Cette présentation devra être limitée à une précision ou une mise à jour sur le site proposé pour inscription. Une fois ce temps de parole accordé, l'Etat partie pourra se voir accorder de nouveau la parole pour répondre, dans un temps limité, seulement aux questions qui lui sont posées. Cette disposition s'applique également aux autres observateurs mentionnés à l'article 8.



### 3. Prise de parole et limite de temps

### **Temps limite des interventions**:

- 3 minutes pour les membres du Comité
- 2 minutes pour les observateurs

avertisseurs sonores / minuteurs



#### 3. Quorum et Motion d'ordre

### **Quorum**

**17.1** En séance plénière, le quorum est constitué par la majorité des Etats membres du Comité.

### **Motion d'ordre**

**28.1** Au cours d'un débat, tout Etat membre peut présenter une motion d'ordre ; le Président se prononce immédiatement sur cette motion.



### 3. Organes consultatifs et subsidiaires

Groupes de travail, organes consultatifs et subsidiaires :

### **Article 20. Organes consultatifs**

**20.1** Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à <u>l'exécution de ses tâches</u>.

20.2 Il définit la composition et les termes de références (notamment le mandat et la durée des fonctions) de chaque organe consultatif au moment où celui-ci est constitué. Ces organes peuvent comprendre des Etats non membres du Comité.



### 3. Organes consultatifs et subsidiaires

Groupes de travail, organes consultatifs et subsidiaires :

### **Article 21. Organes subsidiaires**

- **21.1** Le Comité peut instituer tels organes subsidiaires qu'il estime nécessaires à <u>la conduite de ses travaux</u>, dans la limite des moyens techniques disponibles.
- 21.2 Il définit la composition et les termes de référence (notamment le mandat et la durée des fonctions) de ces organes subsidiaires au moment de leur création. Ces organes ne peuvent être constitués que par des Etats membres du Comité.



#### 3. Amendements

### **Amendements**

- **23.1** A la demande d'un membre du Comité, appuyée par deux autres, l'examen de toute motion, de toute résolution et de tout amendement quant au fond, pourra être suspendu jusqu'à ce que le **texte écrit** en ait été **communiqué** à tous les membres du Comité présents, dans les langues de travail.
- **23.2** Les propositions d'amendements ou de décisions ne seront acceptées et communiquées aux membres du Comité que si elles portent **la seule signature** du membre du Comité qui en est l'**auteur**.
- 23.3 Les nouveaux projets de décision/propositions et les amendements y afférents devront, dans la mesure du possible, être soumis au Secrétariat au moins 24 heures avant la discussion du point de l'ordre du jour concerné. Le Rapporteur travaillera avec le Secrétariat pour diffuser en temps utile ces nouveaux projets de décision/propositions et amendements y afférents à tous les membres du Comité.

#### 3. Amendements

### S'il y a des amendements au projet de décision

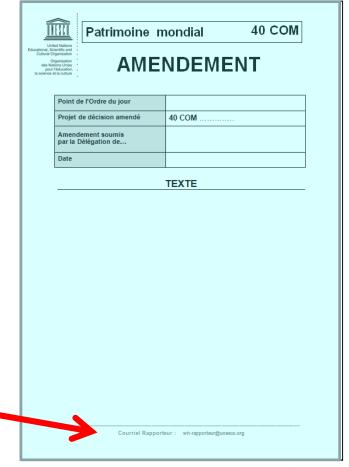
### Formulaire pour amendement (bleu):

- Disponible en salle
- Envoyé par courriel
- 1 formulaire par amendement

### <u>Amendement soumis:</u>

- Sur formulaire au Rapporteur
- Par courriel au Rapporteur

## Adresse courriel Rapporteur: wh-rapporteur@unesco.org





#### 3. Amendements

### En cas d'amendement multiple sur un même projet de décision :

Tous doivent être soumis sur formulaire au Rapporteur

Après accord du Rapporteur, le Secrétariat intègre les amendements sur un projet de décision, dans les deux langues, avec suivi des modifications, pour distribution

Draft Decision: 34 COM 5G REV 3

The World Heritage Committee,

- Having examined Document WHC-10/34.COM/5G.
- Recalling Resolution 184 EX 8 Part II, adopted by the UNESCO Executive Board at its 184th session (30 March - 15 April 2010),
- [Australia, France and Switzerland] Calls for the urgent implementation of all the set of recommendations made by the External Auditors, in particular inter alia for the monitoring of extrabudgetary, funds, the centralizing of all calls for funds and collection of contributions by the Comptroller and introduction of a results-based management approach in its programming documents as refer to recommendations 7, 8, 10 and 11; and requests the World Heritage Centre to provide a report on the implementation of all recommendations for the 35th session of the World Heritage Committee.
- Reiterates its request to quickly finalize the recruitment of a Deputy Director for management at the World Heritage Centre.
- 4Bis. (South Africal Expresses its concerns on the lack of transparency in the recruitment process of a Deputy Director for management at the World Heritage Centre and reiterates that
- Option 1 [South Africa]: the recruitment process should take into account the principle of fair geographic representation;
- Option 2 [Australia and France]: the recruitment process should take into account all of the standard UNESCO principles for recruitment, including a fair geographic representation and on merit;
- 4.5. Underscores the necessity for private partnerships to be fully compatible with the Convention's provisions, and to ensure balanced commitments for each Party, regardless of the conclusions of the Audit decided by the General Assembly of States Parties at its 17th session (UNESCO, 2009).
- Reguests the World Heritage Centre to provide a annual report on the use of the World Heritage emblem of the World Heritage and on the partnerships with private organizations,
- [Australia] Expresses the wish that future budgetary documents include a high level distribution of all expenditures (including those of the personnel) between the main areas of activities (Organization of meetings, Preparation and Assessment of Nominations, Conservation, management and monitoring of properties, Capacity Building Activities and Public Awareness and Support)

Session d'orientation pour les membres du Comité

Conformément au **Chapitre VII** du *Règlement intérieur du Comité du patrimoine mondial* :

### Article 35. Droit de vote

Chaque Etat membre du Comité dispose d'**UNE voix** au sein du Comité.

### Article 36. Conduite pendant les votes

Une fois que le Président a annoncé le début du vote, nul ne peut interrompre celui-ci sauf un Etat membre du Comité par une motion d'ordre concernant son déroulement.



### Article 37. Majorité des deux-tiers

Les décisions du Comité <u>portant sur les questions visées dans</u> <u>les dispositions de la *Convention*</u> sont prises à la majorité des deux-tiers des membres du Comité présents et votants. (Article 37 et Article 13.8 de la *Convention*).

### Article 38. Majorité simple

38.1 Sauf s'il en est disposé autrement dans le Règlement, TOUTES les autres décisions du Comité sont prises à la majorité des Etats membres du Comité présents et votants.



### Article 38. Majorité simple (suite)

38.2 Les décisions concernant le point de savoir si telle ou telle question particulière relève des dispositions de la *Convention*, et les décisions relatives à toute autre question qui ne relève pas du Règlement, sont prises à la majorité des Etats membres du Comité présents et votants.

### Article 39. Décompte des voix

... l'expression « Etats membres du Comité présents et votants » s'entend des Etats membres du Comité votant <u>pour</u> ou <u>contre</u>. Par conséquent, les Etats membres qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non-votants.



### Article 40. Vote à main levée

- 40.1 Les scrutins ont lieu normalement à main levée.
- **40.2** En cas de doute sur le résultat d'un scrutin à main levée, le Président peut faire procéder à un second scrutin, cette fois par appel nominal.
- **40.3** Le scrutin par appel nominal est de plein droit s'il est demandé par au moins deux Etats membres du Comité avant le début du vote.



### Article 41. Vote au scrutin secret

Le vote a lieu au **scrutin secret** chaque fois que la demande en est faite par au moins deux Etats membres du Comité, **ou** si le Président en décide ainsi.





### Article 42. Conduite des votes au scrutin secret

(si décidée par le Président **ou** demandée par au moins deux membres du Comité) :

- **42.1** Avant l'ouverture du scrutin secret, le Président désigne **deux scrutateurs** parmi les délégations des membres du Comité pour dépouiller les bulletins de vote.
- **42.2** Lorsque le décompte des voix est achevé et que les scrutateurs en ont rendu compte au Président, celui-ci proclame les résultats du scrutin, en veillant à ce que ceux-ci soient enregistrés comme suit:



### Article 42. Conduite des votes au scrutin secret (suite)

Du nombre des membres du Comité sont déduits :

- a) le nombre de membres absents, s'il y en a,
- b) le nombre de bulletins **blancs**, s'il y en a,
- c) le nombre de bulletins **nuls**, s'il y en a.

Le chiffre restant constitue le nombre de suffrages exprimés (Article 42.2)



### Majorité « simple »

### 20 suffrages exprimés:

→11 requis pour que la proposition soit adoptée
(20/2 = 10 +1)

### Majorité des « 2 tiers »

### 20 suffrages exprimés:

 $\rightarrow$  14 requis pour que la proposition soit adoptée (20/3 x 2 = 13,33)



### 4. Groupes de travail

# 4.1 Groupe de travail sur le budget

**Questions clés** 



#### 4.1 Groupe de travail sur le budget

#### **Horaires possibles:**

14.00-15.00

#### Nombre de réunions proposées:

3

#### Salle:

**EMIRGAN** 



# 4.2 Groupe de travail sur les *Orientations*Questions clés

#### 4.2 Groupe de travail sur les *Orientations*

#### **Horaires possibles:**

14.00-15.00

#### Nombre de réunions proposées:

3

# Salle

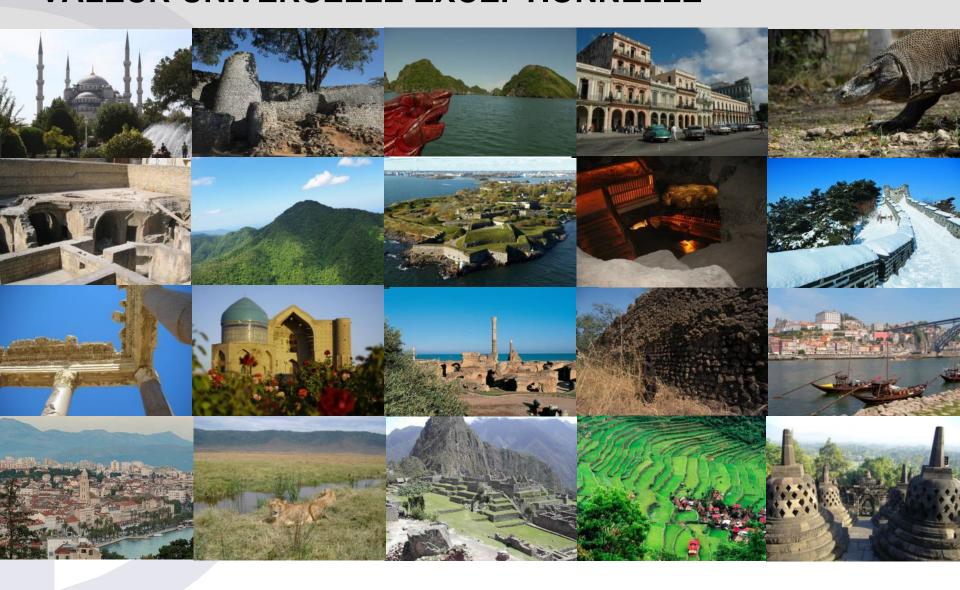
ÇAMLICA



# ICCROM La valeur universelle exceptionnelle



#### VALEUR UNIVERSELLE EXCEPTIONNELLE



#### VALEUR UNIVERSELLE EXCEPTIONNELLE

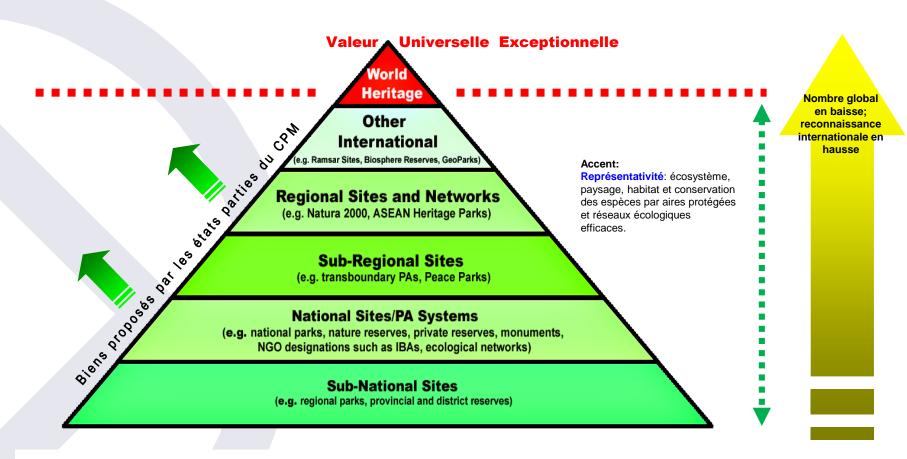
# Convention concernant <u>la protection</u> du patrimoine mondial, culturel et naturel

- identification
- protection
- conservation
- mise en valeur
- transmission aux générations futures

(article 4)

#### Paragraphe 49 des Orientations

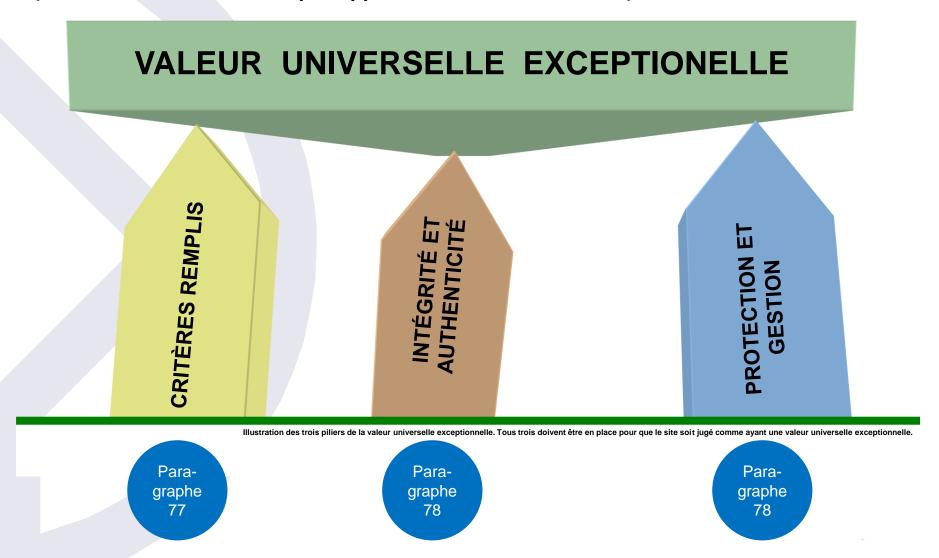
« La valeur universelle exceptionnelle signifie une importance culturelle et/ou naturelle tellement exceptionnelle qu'elle transcende les frontières nationales et qu'elle présente le même caractère inestimable pour les générations actuelles et futures de l'ensemble de l'humanité. A ce titre, la protection permanente de ce patrimoine est de la plus haute importance pour la communauté internationale toute entière. Le Comité définit les critères pour l'inscription des biens sur la Liste du patrimoine mondial. »



Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes. (article 12)

#### Les 3 piliers du concept de Valeur Universelle Exceptionnelle

(Note: L'authenticité n'est pas applicable aux biens naturels)



#### Les 3 piliers du concept de Valeur Universelle Exceptionnelle

P 78 : Pour être considéré d'une valeur universelle exceptionnelle, un bien doit également répondre aux conditions d'intégrité et/ou d'authenticité et doit bénéficier d'un système adapté de protection et de gestion pour assurer sa sauvegarde.

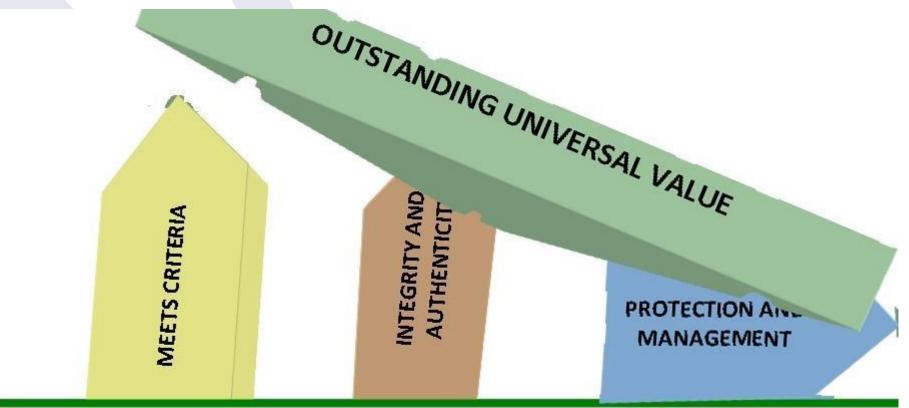


Illustration of the three pillars of Outstanding Universal Value. All three must be in place for a property to meet the requirements of the World Heritage List



Critère (iv): Dans l'histoire de l'architecture militaire, la Forteresse de Suomenlinna est un exemple exceptionnel des principes généraux de fortification des XVIIe et XVIIIe siècles, notamment ensemble de bastions, et présente également des caractéristiques individuelles.

#### Est-ce que tout y est dit ?



Suomenlinna se compose de plusieurs édifices de service et de défense qui associent l'architecture et la fonctionnalité de la forteresse au paysage environnant. Le bien inclut les îles sur lesquelles la forteresse a été construite. Cela forme un ensemble cohérent suffisamment grand pour préserver et présenter les valeurs du bien. La plupart des fortifications et bâtiments de service datant des périodes suédoises et russes sont bien préservés. La forteresse ne possède que quelques édifices de l'époque finnoise, édifices qui gardent néanmoins leur propre identité. Une brusque élévation du niveau de la mer ou de très fortes précipitations pourraient menacer le bien.

# Est-ce véridique?

Les fortifications et les divers bâtiments, datant tous de différentes époques, ainsi que le milieu environnant, aident à préserver les caractéristiques de Suomenlinna, notamment au regard de l'architecture et des matériaux et méthodes de construction. Depuis que Suomenlinna est devenue une zone résidentielle, des méthodes de construction traditionnelles ont été préférées pour garantir la préservation du bien et sont mises en œuvre d'une manière qui respecte ses valeurs culturelles et historiques.



- Protection légale forte et sans équivoque.
- Forte cadre institutionnel
- •des ressources en suffisance
- Système de gestion efficace en place, y compris dans la zone tampon.
- Bon maintien du plan de gestion
- Problèmes à long terme:
  - la possibilité d'une brusque élévation du niveau de la mer
  - une hausse des précipitations
  - l'augmentation du nombre de visiteurs

#### Déclaration de valeur universelle exceptionnelle



#### Paragraphe 51:

Lors de l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial, le Comité adopte une déclaration de valeur universelle exceptionnelle (voir paragraphe154) qui constituera la référence principale dans le futur pour la protection et la gestion efficaces du bien.

#### Déclaration de valeur universelle exceptionnelle



#### **DECLARATION DE OUV**

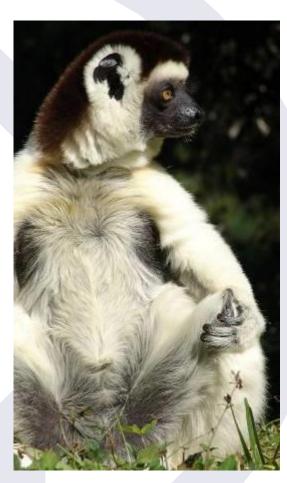
- Bref résumé
  - Résumé de l'information factuelle
  - Résumé des qualités
- Critères (valeurs et attributs qui les manifestent)
- Intégrité (tous les sites)
- Authenticité (critères i-vi)
- Exigences de gestion et de protection nécessaires pour maintenir l' OUV
  - Cadre conceptuel général
  - Prévisions spécifiques à long terme

#### Déclaration de valeur universelle exceptionnelle



- Pourquoi il est important pour le Comité
  - La déclaration de valeur universelle exceptionnelle sera la base pour la protection et la gestion future du bien (p.155)
- SOUV est la référence principale pour:
  - La liste indicative
  - proposition d'inscription
  - Evaluation des propositions d'inscription par les organisations consultatives
  - Décision du Comité du patrimoine mondial
  - Rapports périodiques
  - Suivi de l'état de conservation
  - Inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial en péril
  - Retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial

#### L'importance des déclarations de Valeur Universelle Exceptionnelle



Une déclaration de VUE est un grand bénéfice pour tous ceux impliqués dans la conservation d'un bien car :

- elle permet de comprendre les raisons justifiant la VUE du bien ;
- elle peut donner des orientations pour la gestion en soulignant les attributs du bien qui doivent être maintenus;
- elle peut guider l'évaluation de l'état de conservation du bien ; et
- elle est un **point de référence essentiel pour le suivi**, pour le Comité du Patrimoine mondial et les organisations consultatives.

## 6. Proposition d'inscription





L'Etat partie fait un inventaire de son patrimoine

#### LE PROCESSUS EN AMONT

Conseil, la consultation et l'analyse qui ont lieu avant la soumission d'une proposition d'inscription.

Habilite les Organisations consultatives et le Secrétariat à fournir le soutien directement aux Etats parties, tout au long de l'ensemble du processus menant à une éventuelle proposition d'inscription.

Parmi les biens inclus dans cet inventaire national l'Etat partie choisit ceux qu'il considère de valeur universelle exceptionnelle pour les inclure dans sa Liste indicative



L'Etat partie choisit un site de sa Liste indicative à proposer pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial

L'Etat partie prépare un dossier de proposition d'inscription et, s'il le souhaite, soumet le **projet de dossier** avant le **30 septembre** au CPM pour commentaires

Le CPM analyse le projet de proposition d'inscription et envoie ses **commentaires** à l'Etat partie pour la finalisation du document (octobre – novembre)



L'Etat partie fait les corrections, complète le dossier d'inscription et le soumet avant le 1 février au CPM

CPM analyse tous les dossiers reçus et vérifie s'ils sont complets (mois de février)

CPM transmet les dossiers considérés complets et qui remplissent tous les impératifs décrits dans les Orientations aux Organisations consultatives (mars)



Les Organisations consultatives étudient les dossiers de proposition d'inscription et envoient leurs experts en mission sur les sites proposés afin de préparer les **évaluations** (juinoctobre)

La **première réunion des Commissions** des Organisations consultatives décide si des informations supplémentaires sont nécessaires ou si les recommandations peuvent être déjà élaborées (décembre)

Les Organisations consultatives transmettent aux États parties avant le 31 janvier (2e année) un bref rapport intermédiaire spécifiant l'état d'avancement de leur évaluation ainsi que toute question y relative, et toute demande d'informations supplémentaires



Si demandé, l'Etat Partie soumet des informations supplémentaires avant le **28 février** (2e année)

La deuxième réunion des Commissions des Organisations consultatives décide des recommandations sur la base des discussions et des évaluations (mars de la 2e année)

Les évaluations et les recommandations des Organisations consultatives sont transmises aux Etats Parties concernés (mai de la 2e année)



Les **Etats parties** peuvent envoyer une lettre détaillant les **erreurs factuelles** constatées dans l'évaluation de leur proposition d'inscription (format annexe 12 des *Orientations*, 14 jours avant l'ouverture de la session du Comité)

Le Comité du patrimoine mondial prend ses décisions

#### Le bien proposé peut être :

- inscrit sur la Liste du patrimoine mondial
- renvoyé ou différé à l'Etat Partie
- non inscrit



#### **Erreurs factuelles**

150. Les lettres des États parties concernés, transmises en utilisant le formulaire approprié disponible à l'annexe 12, décrivant les erreurs factuelles qu'ils auraient pu identifier dans l'évaluation de leur proposition d'inscription faite par les Organisations consultatives, doivent être reçues par le Centre du patrimoine mondial pas plus tard que quatorze jours avant l'ouverture de la session du Comité avec copie aux Organisations consultatives concernées. Les lettres seront rendues disponibles comme annexe aux documents du point correspondant de l'ordre du jour, et ce pas plus tard que le premier jour de la session du Comité. Le Centre du patrimoine mondial et les Organisations consultatives pourront ajouter leurs commentaires aux lettres dans la section correspondante du formulaire, avant que celles-ci ne soient rendues disponibles.





## **Orientations**

para. 63. Les propositions d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial ne sont examinées que si le bien proposé figure déjà sur la liste indicative de l'Etat partie.

para. 65. Les Etats parties doivent soumettre les listes indicatives au Secrétariat, au moins un an avant la soumission de toute proposition d'inscription...



# **Propositions d'inscription**

Le document de proposition d'inscription est la base essentielle sur laquelle le Comité envisage l'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial.

**Toutes les informations pertinentes** doivent être incluses dans le dossier de proposition d'inscription.

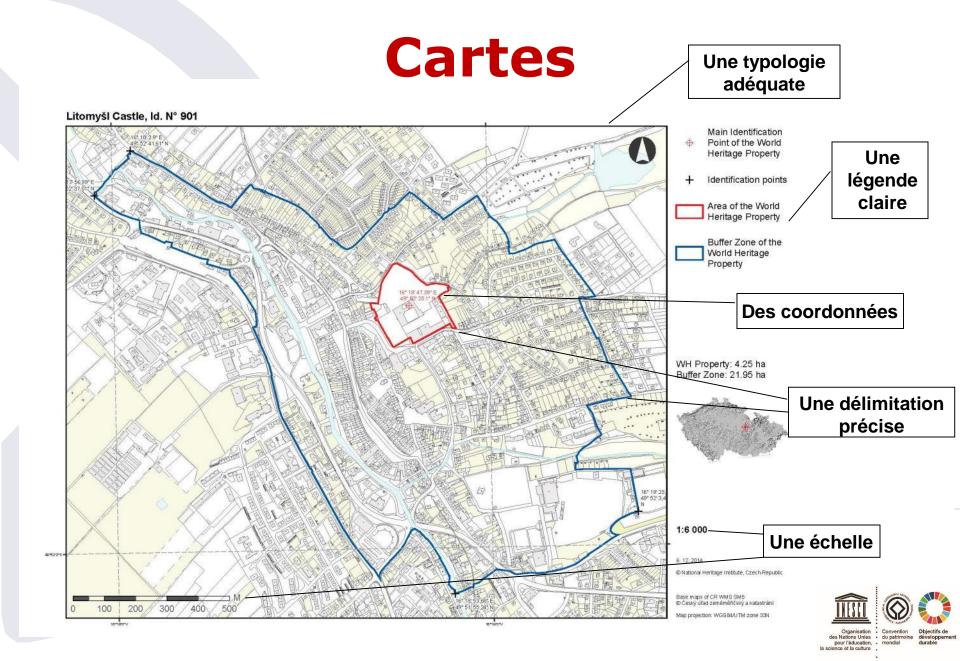


# **Proposition d'inscription**

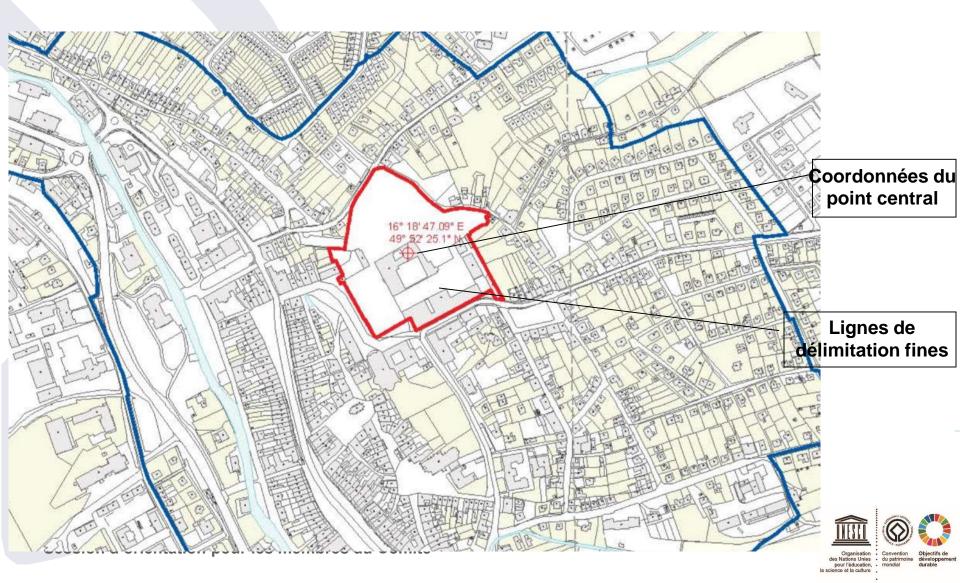
Résumé

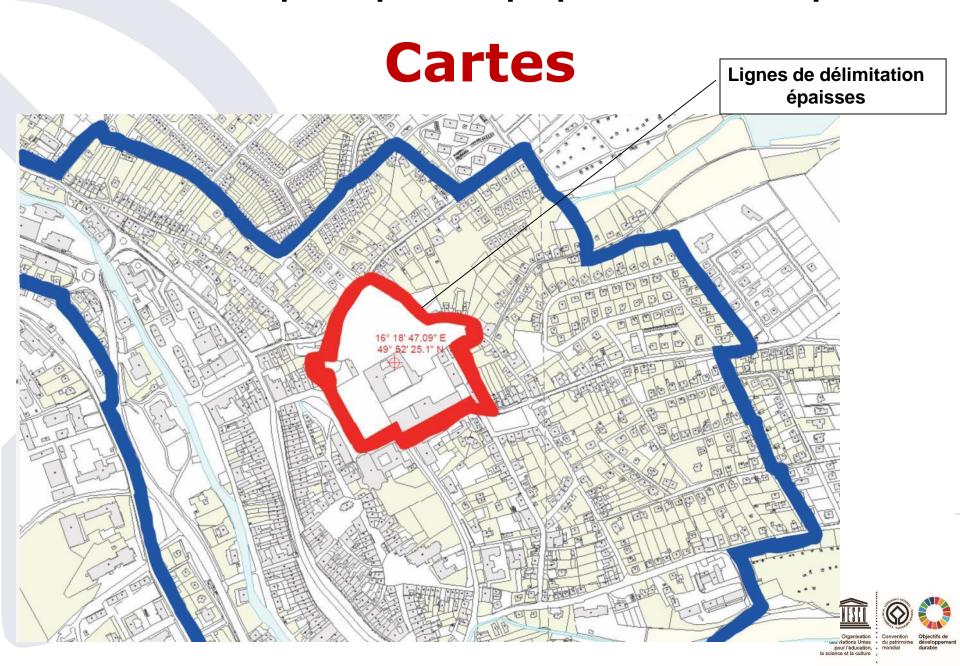
- 1. Identification du bien (cartes)
- 2. Description du bien
- 3. Justification de l'inscription
- 4. Etat de conservation et facteurs affectant le bien
- 5. Protection et gestion
- 6. Suivi
- 7. Documentation
- 8. Coordonnées détaillées des autorités responsables
- 9. Signature au nom de(s) l'Etat(s) partie(s)





## **Cartes**





# **Analyse comparative**

Paragraphe 132.3 des Orientations

Dans la section 3.2, une analyse comparative du bien par rapport à d'autres biens similaires, figurant ou non sur la Liste du patrimoine mondial, tant au niveau national qu'international, doit être fournie.

L'analyse comparative doit expliquer l'importance du bien proposé pour inscription dans son contexte national et international.



## Gestion

Paragraphe 132.5 des Orientations

Un plan de gestion approprié ou tout autre système de gestion est essentiel et doit figurer dans la proposition d'inscription.

Des garanties de la mise en œuvre effective du plan de gestion ou tout autre système de gestion sont également attendues.

[...]

Une proposition d'inscription qui ne comporte pas les documents mentionnés ci-dessus est considérée comme incomplète à moins que d'autres documents guidant la gestion du bien en attendant la finalisation du plan de gestion soient fournis.



#### **Conditions requises pour les propositions d'inscription**

## Signature

Paragraphe 132.9 des Orientations







### Les conditions d'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial

Session d'orientation pour les membres du Comité Istanbul, 10 juillet 2016





#### Conditions d'inscription









#### **ICOMOS**

# Justification de l'inscription application des critères, intégrité et authenticité

Analyse comparative

Critères

Intégrité

Authenticité (biens culturels)

#### **Paragraphes des Orientations**

§ 78 et143-149, et en particulier 132

§ 77

§ 78 et143-149, et en particulier 87-95

§ 79-86

√ OK - Bon

X

≈ Satisfaisant – Peut être amélioré

O Pas démontré à ce stade

Pas OK - Pas satisfaisant

# Conservation, protection et gestion

**Délimitations** 

Protection

Conservation

Gestion

#### **Paragraphes des Orientations**

§ 99-107

§ 96-98

§ 132

§ 108-118

√ OK - Bon

X

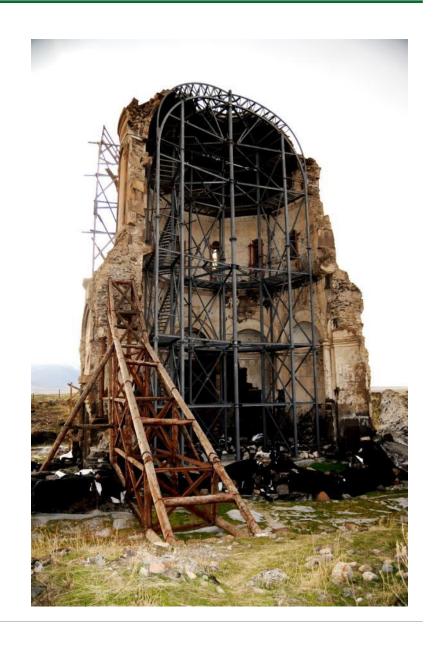
≈ Satisfaisant – Peut être amélioré

O Pas démontré à ce stade

Pas OK - Pas satisfaisant







### Conditions d'inscription















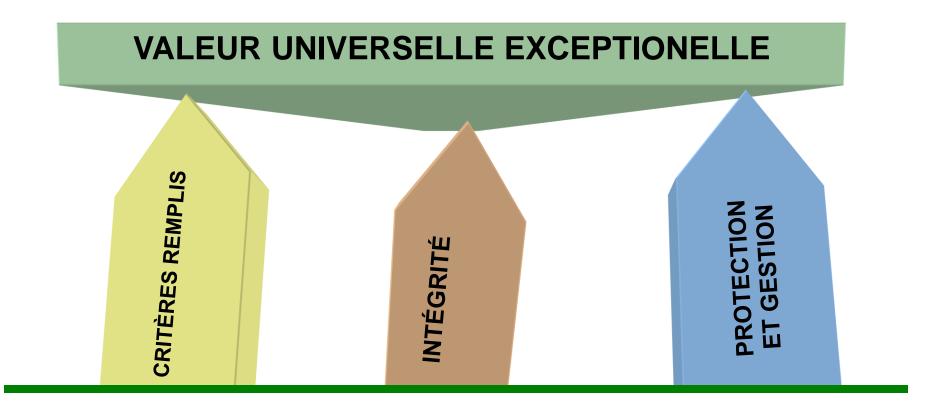




Evaluations des nouvelles propositions d'inscription de biens naturels et mixtes du patrimoine mondial

10 juillet 2016

# Les 3 piliers du concept de Valeur Universelle Exceptionnelle (biens naturels)



**Orientations: Paragraphes 77 & 78** 



# LES QUATRE PRINCIPES QUI GUIDENT LE PROCESSUS D'EVALUATION DE L'UICN

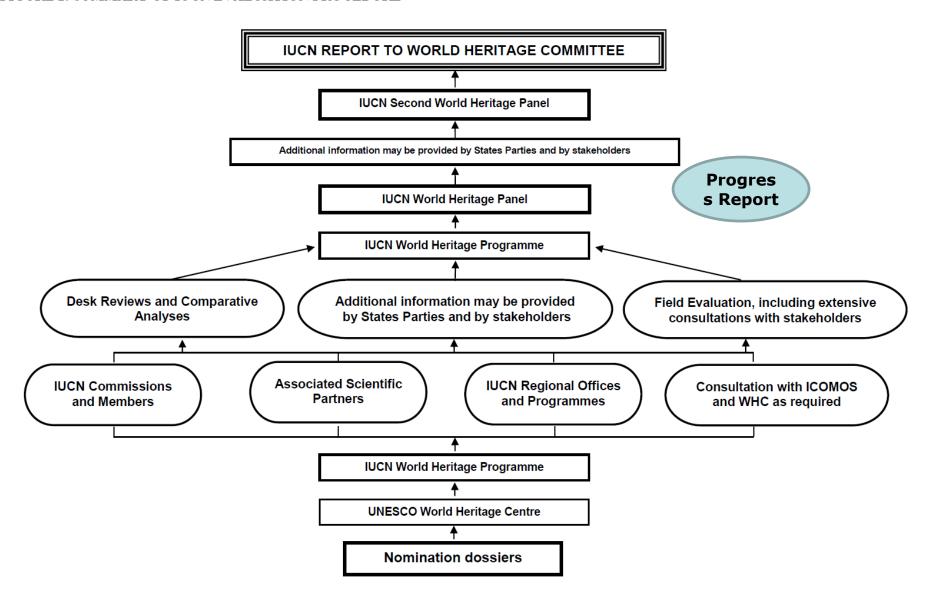
- les plus hauts degrés d'exigence d'appréciation basé sur des analyses de spécialistes indépendants et sur des inspections sur le terrain
- partenariat avec le Centre du patrimoine mondial, ICOMOS et ICCROM, et UNEP-WCMC
- promotion de biens du patrimoine mondial comme phares pour la conservation
- utilisation des réseaux spécialisés de l'UICN et des autres – y compris la Commission Mondiale pour les Aires Protégées, la Commission pour la survie des espèces ainsi que des nouveaux accords avec l'Union Internationale des Sciences Géologiques et l'Association Internationale des Géomorphologues







#### FIGURE 2: SUMMARY OF IUCN EVALUATION PROCEDURE

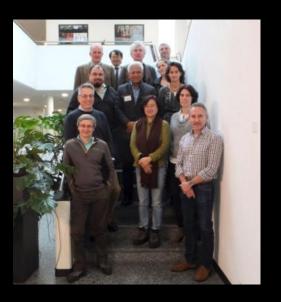


















Identifying broad gaps and potential candidate sites for inclusion in the natural World Heritage network















#### Study on the application of Criterion VII

Considering superlative natural phenomena and exceptional natural beauty within the World Heritage Convention



RJCN World Heritage Study No.







#### Landscape Interfaces: World Heritage Cultural Landscapes and IUCN Protected Areas

A study exploring the relationships between World Heritage cultural landscapes and IUCN protected area management categories







UNESCO World Heritage Convention
Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO

#### Cultural Heritages of Water

The cultural heritages of water in the Middle East and Maghrab

Les patrimoines culturels de l'eau Les patrimoines culturels de l'eau au Moyen-Orient et au Maghreb

THEMATIC STUDY I ETUDE THEMATIQUE First edition I Première édition



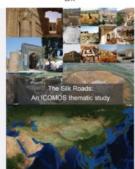




#### **ICOMOS**

#### The Silk Roads: an ICOMOS Thematic Study

by Tim Williams on behalf of ICOMOS





#### **ICOMOS**

#### Rock Art in Central Asia

A Thematic Study

November 2011

#### Наскальное искусство в Центральной Азии

Тематическое исследование

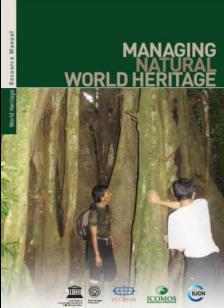
unofine 2011

Edited by Под редакцией Jean Clottes













Andrea Strauss and Tim Badman (Eds)

#### Enhancing the IUCN World Heritage Programme

Proceedings of the Expert Workshop



to be published in: BfN-Skripten 2013







World Heritage: Thinking Ahead ...Taking Action IUCK's response to the conclusions of the meeting on "The World Heritage Convention: Thinking Ahead" between the Director-General of IMESCO, States Parties to the World Heritage Convention and the Advisory Bodies to the World Heritage Convention and the Advisory Bodies to the World Heritage Convention.

Held on 2nd and 3rd October 2012, UNESCO HQ, Paris IUCN response dated: 10 June 2013

The Director-General of UNESCO convened a two-day brainstorming meeting titled "Thinking Ahead", on the occasion of the 40th anniversary of the World Hertiage Convention. IUCN's Director General and Director, World Hertiage Programme participated in this meeting.

IUCN welcomes the initiative of the Director General of UNESCO and the report of the meeting issued subsequently by UNESCO. Below IUCN nodes its response to each of the conclusions of the meeting. We also note in Annex 1 IUCN's original submission to the meeting.

#### 1. Tentative Lists:

1.1 Meeting Conclusion: The Advisory Bodies should be engaged with the States Parties in the very first step of the nomination process i.e. in the preparation and sessessment of Tentstruc Lists, and their regional hammonisten. This world ensure that only these safes that have be potential to meet the criteria for outstanding universal value, and contribute to filling the gaps on the World Heritage List are added on discontain instances.

IJCM agrees with this consistation. Along with many recommendations, we consider this implies the this proposal sociations IJCM would section approaches from interested States Parkets for record sociations IJCM would section approaches from interested States Parket for requiremental proposal workshop to their Parkets and Anistons Stoties to focus on efforting and grantisting Testified I\_State would be a practical means to record their parkets and the proposal implagate, and some case shall we approach implagate, and some case shall we arrive state in the second state further would be valuable. Regarding the final centence, we note that the expectation that new sites if agos is a secondary consideration the improposal record by valuable.

1.2 Meeting Conclusion: Testative Lists that have been developed through such a rigorous screening process could be considered for some form of recognition, perhaps through a re-branding of the term "Tentative List" into "national inventory of significant/potential World Heritage sites" or as the "World Heritage candidate list".

IUCN partly agrees with this conclusion. The caveat is that unless the Tentative List listelf is of high quality, the branding of the List will not necessarily address any major issues. We agree that Tentative List is a terminology that could be improved, but care is needed to ensure that the nature of this list remains clear and unambiguous.

IUCN also considers that the identification of Tentative Lists also needs to be better linked to the identification of areas seeking other UNEBOO or other international recognition. A key point regarding all upstream measures in that they should not prejudice the evaluation processes and the rigour called within the Operational Guidelines.

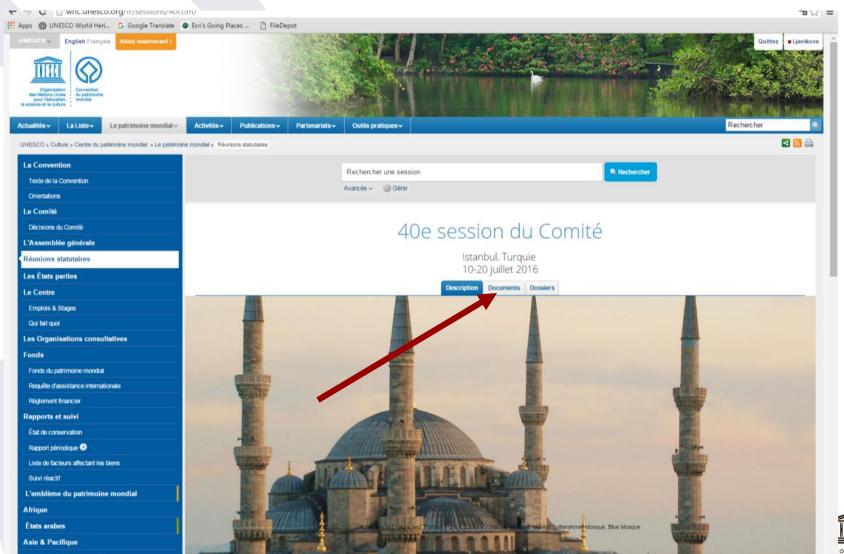


# **Documentation correspondante**



#### **Propositions d'inscription pour 2016**

### http://whc.unesco.org/fr/sessions/40com







#### **Propositions d'inscription pour 2016**

### http://whc.unesco.org/fr/sessions/40com



#### 2016

Evaluations des propositions d'inscription de biens mixtes et culturels sur la Liste du patrimoine mondial

Rapport de l'ICOMOS pour le Comité du patrimoine mondial









Evaluations de l'UICN des propositions d'inscription de biens naturels et mixtes sur la Liste du patrimoine mondial



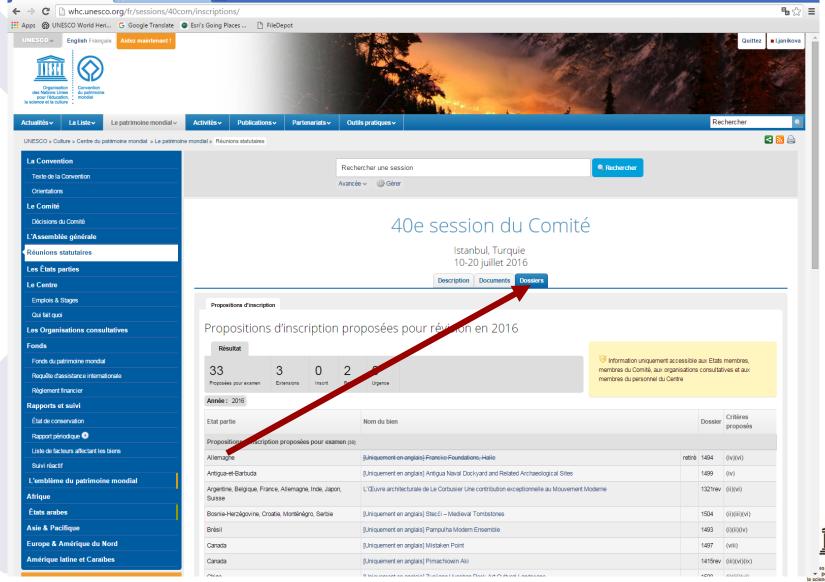






#### **Propositions d'inscription pour 2016**

### http://whc.unesco.org/fr/sessions/40com

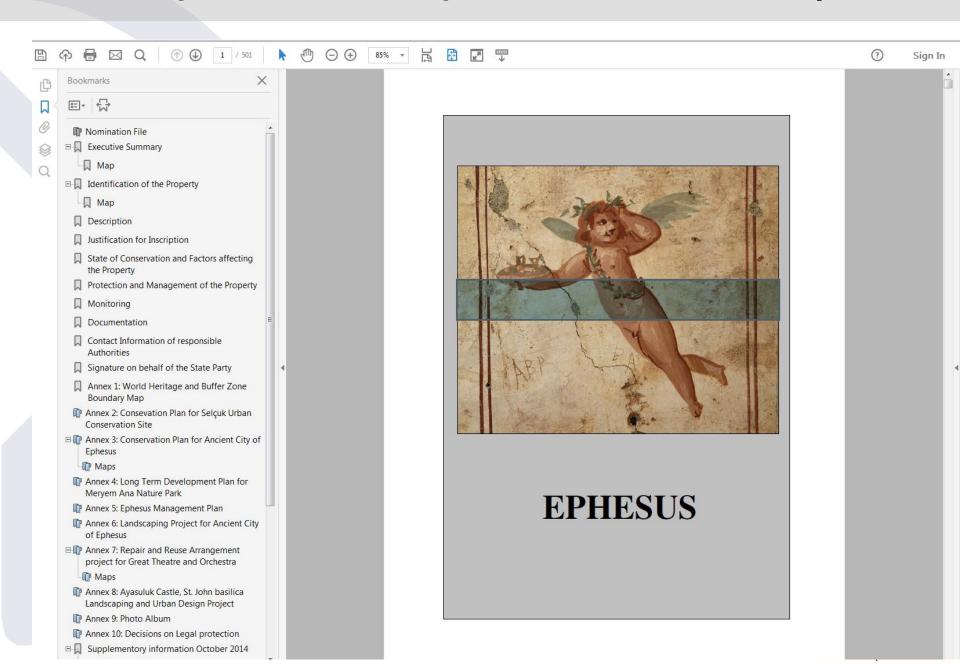








#### Propositions d'inscription - version électronique



#### **Orientations**

- para. 23. Les décisions du Comité sont fondées sur des considérations objectives et scientifiques, et toute évaluation faite en son nom doit être effectuée de manière approfondie et responsable. Le Comité reconnaît que de telles décisions dépendent :
  - a) d'une documentation soigneusement préparée ;
  - b) de procédures soigneusement élaborées et cohérentes ;
  - c) d'une évaluation faite par des spécialistes qualifiés ; et
  - d) si nécessaire, de l'appel à l'arbitrage d'experts.



#### **Orientations**

- para. 24. Les fonctions essentielles du Comité, en coopération avec les États parties, sont les suivantes :
  - a) identifier, sur la base des listes indicatives et des propositions d'inscription soumises par les Etats parties, les biens culturels et naturels de valeur universelle exceptionnelle qui seront protégés au titre de la *Convention* et inscrire ces biens sur la Liste du patrimoine mondial ;...

Le Comité du patrimoine mondial peut prendre 4 types de décisions :

- d'inscrire le bien sur la Liste du patrimoine mondial
- de renvoyer la proposition d'inscription à l'Etat Partie
- de différer la proposition d'inscription
- de ne pas inscrire



### Report v/s Renvoi

159. Les propositions d'inscription que le Comité décide de renvoyer à l'État partie pour complément d'information peuvent être de nouveau présentées au Comité suivant pour examen. Les informations complémentaires devraient être reçues par le Secrétariat avant le 1er février de l'année durant laquelle est souhaité l'examen par le Comité. Le Secrétariat les transmet immédiatement aux Organisations consultatives compétentes pour évaluation. Une proposition d'inscription renvoyée qui n'est pas présentée au Comité dans les trois ans suivant la décision initiale du Comité est considérée comme une nouvelle proposition d'inscription lorsqu'elle est de nouveau présentée pour examen, suivant les procédures et le calendrier précisés au paragraphe 168. Les États parties pourraient demander conseil à/aux Organisation(s) consultative(s) concernée(s) et/ou au Centre du patrimoine mondial pour discuter de la façon dont les recommandations du Comité pourraient être abordées.

### Report v/s Renvoi

160. Le Comité peut décider de différer une proposition d'inscription pour effectuer une évaluation ou une étude plus approfondie, ou demander une révision substantielle à l'État partie. Si l'État partie décide de présenter de nouveau la proposition d'inscription différée, celle-ci doit être présentée de nouveau au Secrétariat avant le 1er février. Ces propositions d'inscription font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation par les Organisations consultatives compétentes, au cours du cycle complet d'évaluation d'un an et demi, y compris par une mission d'évaluation, selon les procédures et le calendrier précisés au paragraphe 168. Les États parties sont encouragés à demander conseil à l'Organisation consultative concernée et/ou au Centre du patrimoine mondial pour discuter de la façon dont les recommandations du Comité pourraient être suivies. Le cas échéant, les États parties, souhaiteront peut-être envisager l'invitation d'une mission consultative.



### Report v/s Renvoi

Le renvoi et le report sont des mécanismes différents, clairement définis dans les *Orientations*, et utilisés après mûre réflexion par les Organisations consultatives lorsqu'elles formulent leurs recommandations.

Ils doivent être tous les deux perçus essentiellement comme des options constructives pouvant aider les États parties à remettre au point des propositions d'inscription susceptibles d'être ensuite inscrites avec succès.



### Report v/s Renvoi

Les Organisations consultatives décident de recommander le renvoi d'un bien à l'État partie lorsque le complément d'information exigé de l'État partie est peu important et destiné à compléter la proposition d'inscription initiale, peut être fourni rapidement et ne nécessite pas une nouvelle mission d'évaluation sur place.



### Report v/s Renvoi

Le temps dont disposent les Organisations consultatives pour évaluer une proposition d'inscription renvoyée est généralement très court.

Cette contrainte de temps signifie que le mécanisme de renvoi n'est adapté que dans des circonstances où il y a déjà un haut degré de certitude des mérites potentiels de la proposition d'inscription, et où il est possible d'évaluer correctement ces informations uniquement à partir d'une étude théorique, et relativement rapidement.



#### Report v/s Renvoi

Les Organisations consultatives décident de recommander de différer l'examen d'un bien si le complément d'information à fournir par l'État partie ou les mesures nécessaires qu'il devrait prendre sont plus importants, susceptibles d'entraîner une révision substantielle de la proposition d'inscription, et donc un nouveau dossier de proposition d'inscription profondément révisé, dont l'évaluation exigerait une nouvelle mission sur place.



### Report v/s Renvoi

Les deux principales raisons de différer l'examen d'un bien peuvent invoquer l'absence de justification de la VUE (nécessité d'une analyse comparative plus approfondie ou plus étendue, nécessité d'une révision de l'application des critères, nécessité de définir les caractéristiques contribuant à la VUE, nécessité de changer les délimitations) et la nécessité d'améliorer et/ou de mettre en œuvre le système de gestion ou le plan de gestion.



### Report v/s Renvoi

Bien que la décision de renvoi soit considérée comme plus encourageante pour un État partie, et puisse ouvrir la voie à une inscription plus rapide, le renvoi est une solution plus limitative car les changements qu'un État partie peut apporter au dossier de proposition d'inscription devraient être mineurs. Il n'est en effet pas possible d'inclure de nouvelles caractéristiques, ou d'étendre les limites pour inclure des zones non prises en compte lors de la première mission d'évaluation, ou d'ajouter des justifications de nouveaux changements ou de changements importants influant sur la VUE, dont l'évaluation par les experts compétents pourrait prendre du temps.

#### Report v/s Renvoi

Un bien dont l'examen a été reporté a plus de chances de pouvoir traiter les problèmes qui ont entravé la réussite de sa première tentative, car il est possible de réviser en profondeur le dossier de proposition d'inscription, et les Organisations consultatives peuvent entreprendre une évaluation complète, y compris avec une mission sur place.



## Rôle du Comité du patrimoine mondial

## Report v/s Renvoi





# Etat de conservation

Session d'orientation des membres du Comité 10 juillet 2016



## Le processus de suivi de l'état de conservation

## Conservation

au cœur de la Convention du patrimoine mondial

(Articles 4 & 6)



## Suivi réactif



Article 11.4 : Dispositions pour le suivi en cas de péril

**1980**: → Orientations

Chapitre IV: "Suivi réactif"



## Cadre statutaire



- Paragraphe 169
  - → définition, cycle, dates butoir
- Paragraphe 172
  - projets de développement
- Paragraphe 174
  - Information de tierces personnes





#### Patrimoine mondial

**40 COM** 

WHC/16/40.COM/7A

Paris, 27 mai 2016 Original: anglais / français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Quarantième session

### Point 7A de l'O

Conformément doit revoir ann patrimoine mor suivi et toutes r

Ce document inscrits sur la contenus dans demandées pa langue d http://whc.une

Système d'inf l'adresse Inter

conservation ci-

#### Patrimoine mondial

#### **40 COM**

WHC/16/40.COM/7B

Paris, 27 mai 2016 Original: anglais / français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL MONDIAL

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Quarantième session

Istanbul, Turquie 10-20 juillet 2016

Point 7B de l'Ordre du jour provisoire: Etat de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondia

#### RESUME

Ce document contient des informations sur l'état de conservation de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Il est demandé au Comité du patrimoine mondial d'examiner les rapports sur l'état de conservation des biens contenus dans ce document. Les rapports complets des missions de suivi réactif demandées par le Comité du patrimoine mondial sont disponibles dans leur l'adresse originale,

Tous les rapports sur l'état de conservation précédents sont disponibles via le Système d'information sur l'état de conservation du patrimoine mondial à

#### http://whc.unesco.org/fr/soc

<u>Décision requise</u>: Le Comité du patrimoine mondial pourrait souhaiter adopter les projets de décisions présentés à la fin de chaque rapport sur l'état de



### Suivi de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial

Conseils scientifiques et techniques pour la prise de décision du Comité

Travail conjoint avec le Centre du Patrimoine mondial Outils

Engagement auprès des Etats parties

















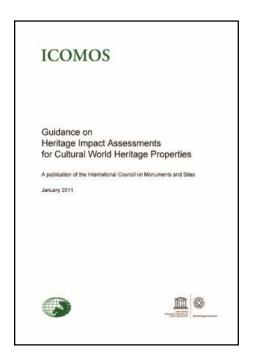


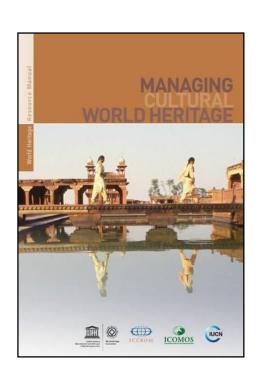


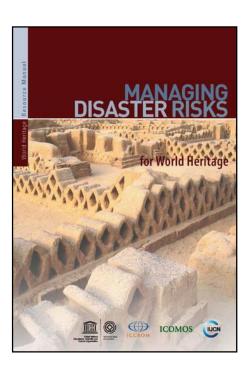
### Suivi de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial







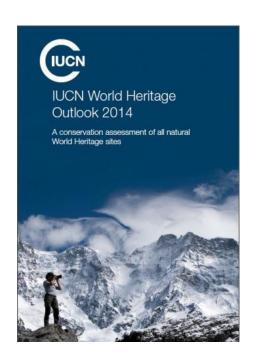


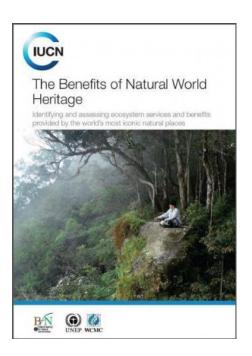


### Suivi de l'état de conservation des biens du patrimoine mondial









## Inscription

sur la Liste du patrimoine mondial en péril un appel à l'action est

## **Ensuite**?

• Ensemble de mesures correctives

Calendrier



## « DSOCR »:

Etat de conservation souhaité en vue du retrait de la Liste du patrimoine mondial en péril

 Préparé par l'Etat partie, le CPM et les OCs

Adopté par le Comité



## « DSOCR »:

État de conservation déterminé qu'un bien doit atteindre pour prouver qu'il n'est plus menacé par un danger grave et précis

- Indicateurs de suivi de la VUE
- Logique pour les indicateurs choisis
- Méthode de vérification pour chaque indicateur
- Calendrier

# Exemple: Parc national de Los Katíos (Colombie)

- 2009: Liste en péril sure demande de l'Etat partie
- Problèmes primaires: coupe de bois illégal, peuplements non autorisés, pêche et chasse, menace de projets d'infrastructures majeures DSOCR (2012):
- 3 indicateurs pour répondre aux pressions existantes
- 2 indicateurs pour éviter des menaces potentielles

# **Example:** Los Katíos National Park (Colombia)

- L'Etat partie a profité de la Liste en péril :
  - -Conscience politique accrue
  - Plus de fonds accordés à répondre aux menaces sur le bien
  - -Soutien (intern)national accru
- 2015 : le bien fut retiré de la Liste en péril



# Documentation correspondante



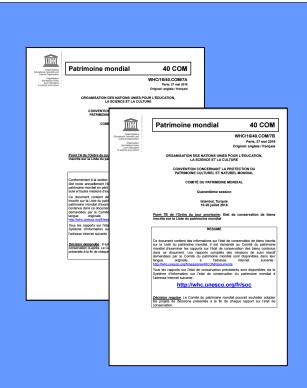


Rapports de mission



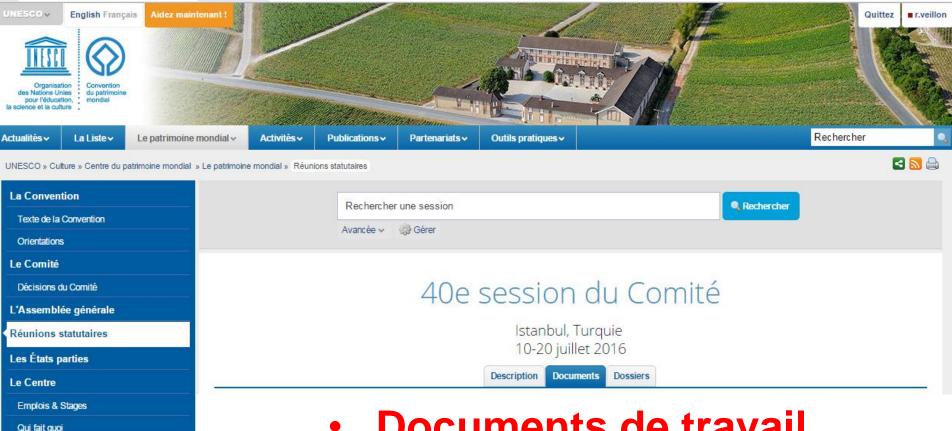
Décisions antérieures





Rapports SOC Documents de travail

## whc.unesco.org/fr/sessions/40COM



Les Organisations consultatives

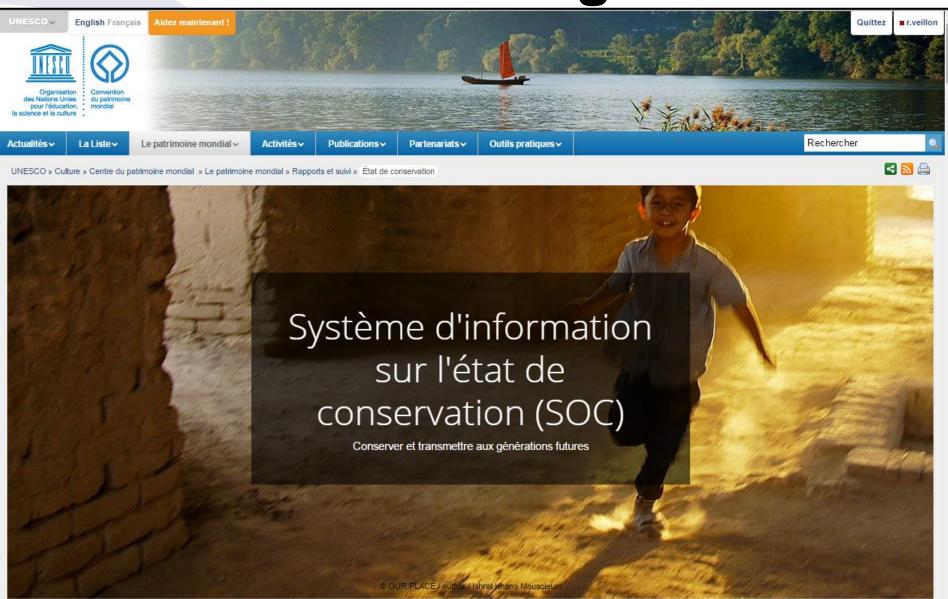
Fonds du patrimoine mondial Requête d'assistance internationale

Règlement financier Rapports et suivi

Fonds

- Documents de travail
- Etats de conservation
- Rapports de mission

# whc.unesco.org/fr/soc



Nom du bien / État partie / Région / Id SOC



# Rôle du Comité du patrimoine mondial

## Décisions du Comité :

- Aucune action requise
- Mise en place de mesures spécifiques
- Nécessité d'un rapport de l'État partie
- Nécessité d'une mission
- etc...



## Décisions du Comité :



- Inscription sur la Liste en péril
- Retrait de la Liste en péril
- Retrait du bien de la Liste du PM





Bam et son paysage culturel © Aneta Ribarska

## Questions et réponses

